Cent-dix établissements publics et privés de l'Enseignement maternel, primaire et secondaire ont été fermés dans la partie nord du Cameroun en raison de l'insécurité, a appris APA ce lundi auprès d'autorités locales.

Les établissements fermés sont situés dans les régions de l'Adamaoua et du Nord où les coupeurs de route dictent leur loi en procédant notamment à des prises d'otages. Pour libérer les otages, les bandits demandent aux familles touchées le paiement de rançons.

« Nous étions fatigués de payer des rançons tout le temps pour que des ravisseurs libèrent nos enfants. Malgré nos complaintes, nous avons été contraints de laisser nos enfants à la maison », a indiqué, sous le couvert de l'anonymat, un chef de village dans la région de l'Adamaoua.

D'après des Organisations non gouvernementales, la population de la région de l'Adamaoua a dépensé, ces trois dernières années, plus de 2 milliards F CFA à cause du vol de cheptel par les brigands et du paiement de rançons.

Depuis fin 2016, le nord du Cameroun traverse une crise sécuritaire liée principalement aux actions des mouvements anglophones sécessionnistes.

237online